



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET
DES POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE DE
L'ECONOMIE ET DE
L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° PREF-DCPP-SEE-2014- 0043

du 14 JAN. 2014

mettant en demeure Maître Laurent MAYON, agissant en qualité de mandataire judiciaire de la Société ANCOR, de respecter ses obligations en matière d'environnement concernant l'ancien site de ladite société situé sur le territoire de la commune de SAINT-FLORENTIN

Le Préfet de l'Yonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, Livre V, et notamment ses articles L.512.6-1, R.512.39-1 et suivants relatifs à la mise à l'arrêt définitif d'une installation classée soumise à autorisation,

VU le récépissé de déclaration n°2001/163 du 05 octobre 2001 autorisant la société SARL AGRICULTURE AZOTE ET CARBONE ORGANIQUE (ANCOR) à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de Saint Florentin,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF-DCPP-2011-0193 du 25 mai 2011,

VU le jugement du 06 mai 2013 du Tribunal de commerce de Bordeaux prononçant la liquidation judiciaire de la société SARL AGRICULTURE AZOTE ET CARBONE ORGANIQUE (ANCOR) et nommant Maître Laurent Mayon, liquidateur judiciaire de ladite société,

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne en date du 27 novembre 2013, établi suite à la visite d'inspection du 10 octobre 2013,

CONSIDERANT que Maître Laurent MAYON, liquidateur judiciaire, représentant légal de la Société SARL AGRICULTURE AZOTE ET CARBONE ORGANIQUE (ANCOR) n'a pas mis en œuvre les mesures de mise en sécurité du site prévues l'article R.512.39-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que Maître Laurent MAYON, liquidateur judiciaire, représentant légal de la Société ANCOR n'a pas déposé ni de dossier de cessation d'activité, ni de mémoire environnemental,

CONSIDERANT la présence résiduelle de plusieurs tonnes de déchets de bois dangereux constatée lors de la visite d'inspection susmentionnée,

CONSIDERANT que ces manquements sont de nature à engendrer des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture

ARRÊTE

Article 1 – MISE EN DEMEURE

Maître Laurent MAYON, 54 cours Georges Clémenceau CS71036 – 33081 BORDEAUX Cedex, liquidateur judiciaire, représentant légal de la société SARL AGRICULTURE AZOTE ET CARBONE ORGANIQUE (ANCOR)-est mis en demeure de respecter ses obligations en matière d'environnement concernant l'ancien site de la société ANCOR situé dans la zone industrielle de la commune de SAINT-FLORENTIN et notamment :

- sous un délai de 1 mois de déposer un dossier de cessation d'activité ;
- sous un délai de 3 mois de déposer un mémoire environnemental sur l'état du site conformément à l'arrêté du 12 décembre 2005 portant application des dispositions de l'article 41-1 du décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985 modifié relatif au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ;
- sous un délai de 6 mois de mettre en sécurité le site en faisant évacuer l'intégralité des déchets de bois dangereux présents sur site vers les filières agréées.

Article 2 – SANCTIONS

Faute pour le liquidateur judiciaire de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas à DIJON d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou la Ministre chargée de l'Ecologie, de l'énergie et du développement durable d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Article 4 – EXECUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bourgogne sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Maître Laurent MOYON, liquidateur judiciaire et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de SAINT-FLORENTIN,
- Monsieur le Responsable de l'unité territoriale Yonne/Nièvre de la DREAL,
- Monsieur le Délégué territorial de l'Agence Régionale de la Santé,
- Monsieur le Directeur départemental des territoires
- Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne,
- Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- Madame le Procureur de la république près le tribunal de grande instance d'AUXERRE
- Madame le juge commissaire près le Tribunal de Commerce de BORDEAUX.

Auxerre, le 14 JAN. 2014

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète,
Secrétaire Générale



Marie-Thérèse DELAUNAY

